

Direction des Achats

Service achats de fournitures, services
et prestations intellectuelles

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)
Commun à tous les lots**

OBJET : Externalisation de la gestion des animaleries de l'IDV.

ACHETEUR

Sorbonne Université

Siège social :

21 Rue de l'Ecole de Médecine - 75006 PARIS

Direction des Achats

Service Achats de Fournitures, Services et Prestations Intellectuelles

18, Rue de la Sorbonne - 75005 Paris

Adresse postale : 1, rue Victor Cousin - 75230 Paris Cedex 05

Tous les échanges liés à l'exécution administrative du contrat seront effectués prioritairement via le profil d'acheteur de Sorbonne Université, PLACE.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ.....	4
1-1 ALLOTISSEMENT	4
1-2 VARIANTES A L'INITIATIVE DU SOUSMISSIONNAIRE	4
1-3 – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES	4
ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 3 – TECHNIQUE D'ACHAT, FORME, DUREE ET RECONDUCTION DU MARCHÉ.....	4
3-1 – TECHNIQUE D'ACHAT / FORME DU MARCHÉ	5
3-2 – DUREE ET RECONDUCTION DU MARCHÉ	5
ARTICLE 4 - REPRESENTATION DE L'ACHETEUR.....	5
ARTICLE 5 – CONDITIONS D'EXECUTION ET DES PRESTATIONS	5
LE PRESTATAIRE DOIT SE CONFORMER AUX PRESCRIPTIONS DES CCTP POUR L'EXECUTION DES PRESTATIONS.	5
5-1 – LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
5-2 – DELAIS DE REMISE DES DOCUMENTS PAR LE TITULAIRE	6
5.3 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL.....	6
ARTICLE 6 – ORGANISATION DU TRAVAIL	8
6.1 - EFFECTIFS	8
6.2 - LOCAUX ET EQUIPEMENTS	8
6.3 - GARANTIE	8
6.4- SERVICE MINIMAL EN CAS D'ARRET DE TRAVAIL	8
ARTICLE 7 –CLAUSE DE REEXAMEN	9
7.1- EVOLUTION DES QUANTITES DE CAGES ET D'AQUARIUMS	9
7.2- DIMINUTION DU NOMBRE D'AGENTS DE L'ACHETEUR	9
7.3- AJOUT OU RETRAIT DE PRESTATIONS DU BPU.....	9
ARTICLE 8 – CONTROLE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	10
8.1 - VERIFICATIONS ET ADMISSIONS.....	10
8.2 - REFACTIONS	10
ARTICLE 9 – PENALITES	10
9.1 PENALITES DE RETARD RELATIVES AUX PRESTATIONS DE GESTION DES OPERATIONS D'HEBERGEMENT	10
9.2 PENALITES DE RETARD RELATIVES A LA REMISE DE DOCUMENTS	10
9.3 PENALITES DE RETARD DANS LE REMPLACEMENT DU PERSONNEL	10
ARTICLE 10 – SOUS-TRAITANCE.....	11
ARTICLE 11 – PRIX	11
11- 1 FORME DES PRIX :	11
11- 2 CONTENU DES PRIX.....	11
11- 3 VARIATION DES PRIX	11
11- 5 TVA.....	12
ARTICLE 12 –AVANCE ET ACOMPTES	12
12- 1 AVANCE.....	12
12- 2 ACOMPTES.....	12
ARTICLE 13 – MODALITES DE REGLEMENT.....	13
13- 1 PRESENTATION DES FACTURES ELECTRONIQUES	13
13- 2 DELAIS DE PAIEMENT	14
13- 3 INTERETS MORATOIRES	14

ARTICLE 14 – PRISE EN COMPTE DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE	14
ARTICLE 15 – OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE	14
ARTICLE 16 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	15
ARTICLE 17 – EXECUTION ADMINISTRATIVE DU CONTRAT	15
ARTICLE 18 – RESILIATION	15
ARTICLE 19 – DIFFERENDS - LITIGES	16
ARTICLE 20 – ASSURANCES	16
ARTICLE 21 – REGLEMENTATION EN VIGUEUR, DROIT, LANGUE ET MONNAIE	16
ARTICLE 22 – NORMES, LICENCES ET BREVETS	17
ARTICLE 23 – LOGO DE L'ACHETEUR	17
ARTICLE 24 – CESSIION, NANTISSEMENT	17
ARTICLE 25 – PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR	17
ARTICLE 26 – CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE	17
ARTICLE 27 – DEROGATIONS AU CCAG/FCS	18

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet les prestations désignées ci-dessous :

Externalisation de la gestion des animaleries de l'IDV.

1-1 Allotissement

Le marché est composé des 2 lots suivants :

- **LOT 1 : Externalisation d'une partie de la gestion des opérations d'hébergement de rongeurs (souris et rats);**
- **LOT 2 : Externalisation d'une partie de la gestion des opérations d'hébergement des espèces aquatiques.**

La description technique des prestations est déclinée dans le cahier des clauses techniques particulières CCTP propre à chaque lot.

Le marché s'exécutera conformément aux prescriptions du présent CCAP et des CCTP.

1-2 Variantes à l'initiative du soumissionnaire

Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

1-3 – Prestations Supplémentaires Eventuelles

Le marché ne comprend pas de Prestation Supplémentaire Eventuelle (PSE).

ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels sont énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement du lot et son annexe financière (DPGF et BPU) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, dont l'exemplaire original conservé par l'administration fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières propre à chaque lot, dont l'exemplaire original conservé par l'administration fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services, CCAG/FCS 2021, issu de l'**arrêté du 30 mars 2021** portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services - NOR : ECOM2106868A publié au JORF du 1^{er} avril 2021. Le candidat déclare connaître ce document bien qu'il ne soit pas matériellement joint au dossier ;
- L'offre technique du titulaire.

Est réputée non écrite toute mention des documents établis par le titulaire contraire aux clauses du présent contrat et de ses annexes ou du CCAG/FCS. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

ARTICLE 3 – TECHNIQUE D'ACHAT, FORME, DUREE ET RECONDUCTION DU MARCHÉ

Le présent marché est soumis aux dispositions du code de la commande publique.

3-1 – Technique d’achat / forme du marché

La consultation est conduite sous la forme d’un appel d’offres ouvert en application des articles R. 2124-1, R2124-2 et R. 2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

Les prestations objet de la présente consultation donnent lieu à un marché à prix mixte, rémunéré :

- A prix global et forfaitaire sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire DPGF annexée à l’acte d’engagement pour toutes les prestations objet du présent marché excepté les prestations supplémentaires.
- Sur la base d’un accord-cadre mono-attributaire, exécuté au fur et mesure de l’émission de bons de commande établis conformément aux dispositions des articles R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique pour les prestations supplémentaires (astreintes et prestations annexes).

L’accord-cadre issu de la présente consultation sera conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 100 000 € HT sur toute sa durée.

3-2 – Durée et reconduction du marché

Le marché est établi pour une durée d’un an à compter du 22 septembre 2025. Il est reconductible 3 fois par période d’un an sans que sa durée totale ne puisse excéder 4 ans.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction du marché en application de l’article R2112-4 du code de la commande publique.

Si l’acheteur décide de ne pas reconduire le marché, il en informe le titulaire au plus tard deux mois avant la fin de la période en cours d’exécution. En cas de non reconduction, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 4 - REPRESENTATION DE L’ACHETEUR

Conformément à l’article 3.3 du CCAG/FCS, dès la notification du marché l’acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès du titulaire pour les besoins de l’exécution du marché.

ARTICLE 5 – CONDITIONS D’EXECUTION ET DES PRESTATIONS

Le présent marché est un marché de services à obligation de résultat.
Pendant toute la durée du marché, le titulaire est seul responsable du bon déroulement des prestations.

Les candidats ne sauraient, en aucun cas, se prévaloir postérieurement à la conclusion du marché, d’une connaissance insuffisante du lieu ou des équipements en place pour justifier l’impossibilité de respecter la totalité de leurs engagements ou pour justifier et obliger le pouvoir adjudicateur à supporter des charges financières qui n’auraient pas été prévues.

Le prestataire doit se conformer aux prescriptions des CCTP pour l’exécution des prestations.

5-1 – Lieux d’exécution des prestations

L’ensemble des prestations sont effectuées **intégralement sur site**, aux adresses suivantes :

Lot 1 : site de l’Institut de la Vision – 17, rue Moreau-75012 Paris

Lot 2 : site de l’Institut de la Vision – 17, rue Moreau-75012 Paris

5-2 – Délais de remise des documents par le titulaire

Désignation des documents	Délais	Article du présent définissant les documents
Liste nominative du personnel formé	15 jours à compter de la notification du marché, puis 48 h à compter de la demande formulée par Sorbonne université	Article 5.3 du présent CCAP
Registre médical	15 jours à compter du 1 ^{er} jour d'exécution du marché, puis à l'embauche de tout nouvel agent	Article 5.3 du présent CCAP
Plan de prévention des risques	15 jours à compter de la notification du marché	Article 5.3 du présent CCAP

Le retard de remise des documents donne lieu à des pénalités forfaitaires dont le calcul est exposé à l'article 8.3 du présent CCAP.

5.3 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire est tenu de respecter les règles en vigueur régissant sa profession ainsi que celles relevant de la législation du travail.

5.3-1 Protection de la main d'œuvre

Le titulaire produit tous les six (6) mois à compter de la notification du marché jusqu'à son expiration une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (*articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale*). Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Sorbonne université, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>.

5.3-2 Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, soit en vertu des dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux, ou être de nationalité d'un pays membre de l'Union Européenne.

La proportion des agents faisant l'objet du marché est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution de ces dernières.

5.3-3 Liste nominative du personnel

Le titulaire du marché doit communiquer à l'acheteur pour agrément et tenir à jour impérativement, dans le délai fixé à l'article 5.2 du présent CCAP, et sur toute demande de l'acheteur, une liste nominative du personnel. Cette liste comporte le nom, le prénom et la nationalité des salariés assurant les prestations objet du marché.

Il doit fournir, en outre, les renseignements nécessaires à l'établissement des laissez-passer qui sont exigés pour la circulation de ce personnel et portés sous forme de badge sur le site, puis par la suite, pour tout nouveau personnel.

L'administration se réserve le droit d'interdire l'accès des locaux et de demander le remplacement immédiat des agents jugés indésirables et ne donnant pas satisfaction.

5.3-4 Mesures d'éviction ou de remplacement de personnel

L'acheteur se réserve le droit, sans indemnité, d'exiger à tout moment l'éviction de toute personne participant à l'exécution des prestations pour insubordination, incapacité ou défaut de probité. Cette mesure s'applique aux salariés du titulaire ainsi qu'à ceux de ses sous-traitants. Cette mesure est de portée générale et définitive.

5.3-5 Visites médicales

Le titulaire soumet obligatoirement à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent avant sa prise de fonction au sein de son entreprise ou au plus tard, avant la fin de la période d'essai. D'autre part, il soumet son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur.

Les dates de ces examens, l'identité des agents et la conclusion du médecin du travail sur leur aptitude physique sont consignées par le titulaire dans un registre médical que le titulaire fournit à Sorbonne Université dans les délais fixés à l'article 5.2 du présent CCAP.

5.3-6 Tenue du personnel

Le titulaire doit doter le personnel d'exécution d'au moins deux tenues de travail identifiables (chaussures comprises). L'acheteur dispose d'un droit de regard sur ces tenues ainsi que sur les procédures s'y afférant (ces tenues devront notamment être livrées sous pochette plastifiée).

Les agents en activité doivent porter en permanence un badge nominatif ainsi que l'insigne spécifique de l'entreprise attributaire du marché.

Aucun agent d'exécution n'est admis s'il n'est revêtu de sa tenue de travail ou s'il est démuné de son insigne.

5.3-7 Comportement du personnel

Le personnel de l'entreprise doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis à vis des tiers.

Selon les dispositions fixées à l'article 14 du présent CCAP, le personnel du titulaire s'engage à ne divulguer à qui que ce soit et sous quelque forme que ce soit des informations, renseignements, documents dont il a ou aurait pu avoir connaissance dans l'exécution des prestations prévues dans le marché. Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire Sorbonne Université à résilier le marché aux torts du titulaire, aux frais et risques de ce dernier en application de l'article 1384 du code civil.

5.3-8 Responsabilité du titulaire vis-à-vis de son personnel

Le titulaire est responsable de son personnel d'exécution en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des travaux ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses agents.

5.3.9 Formation du personnel

Le titulaire s'engage à assurer les formations nécessaires au personnel chargé de la réalisation du présent marché conformément à la réglementation en vigueur.

L'acheteur assurera la formation du personnel du titulaire à l'utilisation du logiciel de gestion administrative des animaux.

5.3.9 Mesures d'hygiène, de sécurité et de prévention

Les dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 sont applicables en ce qui concerne les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure. Le titulaire procède à une information sur les risques particuliers encourus et les mesures de prévention envisagées.

ARTICLE 6 – ORGANISATION DU TRAVAIL

6.1 - Effectifs

L'effectif nécessaire à la réalisation des prestations décrites aux CCTP est indiqué par le titulaire dans son offre.

6.2 - Locaux et équipements

6.2-1 Accès aux locaux

L'acheteur dote le titulaire de badges en quantité suffisante permettant l'accès à l'ensemble des locaux concernés par les prestations.

En cas de perte ou de vol des badges mis à la disposition du titulaire, l'acheteur lui fournit de nouveaux badges de remplacement. Les frais de remplacement des badges sont à la charge du titulaire

En fin de marché, le titulaire est tenu de restituer à l'acheteur tous les badges mis à sa disposition.

6.2-2 Utilisation des équipements

Les équipements mis à la disposition du titulaire ne peuvent être utilisés qu'aux fins exclusives et dans les limites prévues dans le marché. Les interventions de l'acheteur, consécutives à un usage anormal ou au non-respect des consignes d'utilisation, sont facturées au titulaire si le cas se présente.

Le titulaire du marché est tenu de maintenir les équipements en bon état de propreté et fonctionnement. Si un équipement mis à la disposition du titulaire par l'acheteur est détruit ou endommagé, le titulaire est tenu de le remplacer ou de le remettre en état à ses frais.

6.3 - Garantie

Pendant la durée du marché, le titulaire est seul responsable à l'égard de Sorbonne Université et des tiers des conséquences des actes de son personnel.

Il garantit la bonne exécution des prestations pendant la durée du marché. A cet effet, il prendra les dispositions nécessaires pour pallier les incidents de tous ordres.

6.4- Service minimal en cas d'arrêt de travail

En cas d'arrêt de travail ou de grève de son personnel et des personnels de ses sous-traitants le cas échéant affectés à l'exécution des prestations du présent marché, le titulaire doit assurer une solution de remplacement dans un délai maximum de 72hrs.

En cas d'absences (congés particuliers, maladie, grèves...), la personne affectée dans le cadre du présent marché sera remplacée dans un délai maximum de 72h.

Le non-respect de cette obligation pourra entraîner l'application des pénalités prévues à l'article 09 du présent CCAP.

Le titulaire et ses sous-traitants le cas échéant sont seuls investis du pouvoir de négociation que reconnaît aux dirigeants d'entreprises le code du travail dans les articles qui régissent l'exercice du droit de grève. La grève du personnel du titulaire et de ses sous-traitants le cas échéant ne constitue en aucun cas un cas de force majeure ou d'imprévision permettant l'indemnisation du titulaire par Sorbonne Université.

Avant sa mise en place, l'organisation destinée à pallier la grève doit être obligatoirement soumise à l'agrément des personnes habilitées à représenter le pouvoir adjudicateur de Sorbonne Université.

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre de son marché, Sorbonne Université y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utile, aux frais, risques et périls du titulaire.

Les mesures qui seront prises dans ce cas seront limitées à la durée de la grève. Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par Sorbonne Université par tous les moyens de droit, sauf lorsque leurs montants pourront être retenus sur les factures mensuelles restant dues.

ARTICLE 7 –CLAUSE DE REEXAMEN

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut-être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique.

Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. La procédure de réexamen ainsi définie peut-être initiée dans les cas ci-après.

7.1- Evolution des quantités de cages et d'aquariums

En cours d'exécution du marché, le nombre de cages ou d'aquariums de l'institut de la vision IDV peut évoluer en hausse ou en baisse.

Toute évolution, en hausse comme en baisse, de la quantité de cages ou d'aquariums d'un ordre égal ou inférieur à vingt pour cent (20%) par trimestre et par rapport à la quantité prévue en début de marché n'aura pas d'incidence sur le prix des prestations et ne nécessitera pas de modification.

En cas d'une évolution, en hausse ou en baisse, supérieure à vingt pour cent 20% par rapport à la quantité de cages ou d'aquariums prévue en début de marché, le titulaire du marché sera prévenu par tous moyens (mail, téléphone...) 1 mois avant afin de réajuster le nombre d'agents affectés à l'exécution des prestations en accord avec l'obligation de résultat qui lui incombe sans toutefois que cela n'entraîne de modification des missions décrites au CCTP.

7.2- Diminution du nombre d'agents de l'acheteur

Dans le cas d'une diminution du nombre d'agents de Sorbonne Université (départ à la retraite, maladie, réaffectation...), le titulaire peut se voir proposer par l'acheteur de prendre en charge de nouvelles missions non prévues au contrat initial mais nécessaires au bon fonctionnement des animaleries de l'IDV.

L'intégration de ces missions au marché se matérialise par la passation d'un avenant.

7.3- Ajout ou retrait de prestations du BPU

Le Bordereau des prix unitaires de l'accord-cadre peut faire l'objet d'évolutions.

La Sorbonne Université peut demander à faire évoluer les prestations prévues à l'accord-cadre par l'ajout ou le retrait d'une prestation. Cette modification sera formalisée par la passation d'un avenant.

ARTICLE 8 – CONTROLE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1 - Vérifications et admissions

Les vérifications quantitative et qualitative liées à l'exécution des prestations sont effectuées par l'acheteur dans les conditions prévues au CCAG/FCS.

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet seront prises par l'acheteur dans les conditions prévues au CCAG/FCS.

La vérification porte sur la concordance entre les prescriptions mentionnées dans le CCTP et les prestations effectivement réalisées. Elle est réalisée de deux façons :

- Sous forme de contrôles effectués de façon aléatoire et inopinée ou de façon contradictoire pendant ou après les prestations
- Et semestriellement à partir des données relatives aux retards dans le traitement des tâches du logiciel Anibio. Tout retard dans le traitement des tâches demandées dans le logiciel Anibio générant l'immobilisation induite de cage pourra donner lieu à l'application de pénalités de retard journalières en fin de semestre.

8.2 - Réfactations

Lorsqu'une prestation est effectuée de manière défectueuse au regard des obligations définies dans le CCTP, il y a lieu d'appliquer une réfaction comme indiqué ci-dessus.

ARTICLE 9 – PENALITES

9.1 Pénalités de retard relatives aux prestations de gestion des opérations d'hébergement

Seules les prestations parfaitement effectuées donnent droit à paiement.

En cas de non-respect des engagements contractuels ou de mauvaise exécution des prestations, le titulaire pourra subir sur ses créances une pénalité applicable semestriellement.

Les pénalités commencent à courir le lendemain du constat de l'immobilisation d'une cage du fait du retard dans le délai de traitement des tâches du logiciel Anibio, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, sous réserve des stipulations des articles 13.3.1 et 20.4 du CCAG/FCS.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, cette pénalité est égale à 20 € par cage ou aquarium immobilisé et est appliquée par jour ouvré jusqu'à disparition du trouble. L'acheteur en informe par écrit le titulaire en précisant les prestations non exécutées et le nombre de cages ou d'aquariums et le nombre de jours de retard.

Le montant de cette pénalité pourra être retenu sur les factures restant dues.

9.2 Pénalités de retard relatives à la remise de documents

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, pour les délais de remise des documents visés à l'article 5.2 du présent CCAP, il est appliqué une pénalité forfaitaire de 30 € par jour ouvré de retard.

9.3 Pénalités de retard dans le remplacement du personnel

Le non-respect des obligations relatives au remplacement du personnel en cas de grève ou d'absence pourra entraîner l'application d'une pénalité calculée selon la formule suivante, pour chaque jour où ce manquement est constaté :

$$\text{Pénalité} = \text{Montant de la facture mensuelle} \times \frac{\text{Nombre de jours de retard}}{\text{Nombre de jours travaillés dans le mois}}$$

ARTICLE 10 – SOUS-TRAITANCE

Le titulaire du marché peut en sous-traiter une partie dans les conditions prévues aux articles R2193-3 à R2193-8 et R2193-10 à R2193-22 du code de la commande publique. Le titulaire demande alors à l'acheteur d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement ainsi que les modalités qu'il mettra en place pour l'utilisation, la protection et la destruction des données personnelles qui lui seront confiées.

ARTICLE 11 – PRIX

11- 1 Forme des prix :

Les prestations objet du présent marché excepté les prestations supplémentaires sont traitées à prix global et forfaitaire mensuel sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire annexée à l'acte d'engagement.

Les prestations supplémentaires (astreintes et prestations annexes) sont traitées à prix unitaires sur la base du bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement et des quantités réellement exécutées.

La liste des prestations supplémentaires indiquées dans le bordereau des prix unitaires BPU n'est pas exhaustive. Si l'acheteur souhaite commander une prestation supplémentaire qui ne figure pas dans le BPU :

- Soit les deux parties (l'acheteur et le titulaire) conviennent d'un prix, qui s'intégrerait alors dans le BPU et deviendrait contractuel.
- Soit la prestation est très spécifique et l'acheteur est autorisée à la commander auprès d'un fournisseur spécialisé.

11- 2 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, des frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires.

11- 3 Variation des prix

Pour la première année d'exécution, les prix sont fermes.

Pour les périodes suivantes, les prix sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Les prix de base sont révisés à la date anniversaire de la notification du marché, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) [0,2 + 0,8 \times (ICHT(n)/ICHT(o))]$$

dans laquelle :

- $P(n)$ est le prix révisé ;
- $P(o)$ est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro.
- $ICHT(n)$: Valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M) - Base 100 en décembre 2008 - Identifiant 001565195 - dernier indice connu à la date de reconduction du contrat.
- $ICHT(0)$: Valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M) - Base 100 en décembre 2008 - Identifiant 001565195 - du mois M0 (mois zéro) correspondant au mois de remise des offres.

Les index sont publiés par l'INSEE.

Le coefficient de révision comporte deux décimales et est arrondi au millième supérieur. Les arrondis sont traités de la façon suivante :

- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

La mise en œuvre de la révision des prix s'effectue sur demande expresse du titulaire qui adresse à la direction des achats de Sorbonne Université par courrier recommandé avec accusé de réception à l'adresse suivante : 1, rue Victor Cousin | 75230 PARIS Cedex 5 ou par mail à l'adresse amira.kadi@sorbonne-universite.fr , les pièces justificatives 2 mois minimum avant la date anniversaire de la notification du marché afin de traiter la demande.

En cas de non-respect des délais de transmission par le titulaire, les prix non révisés sont maintenus et reconduits pour une année.

11.4- Clause butoir et de sauvegarde

En cas de hausse excédant de plus de 5% les conditions précédentes, l'acheteur se réserve la faculté, soit de limiter cette hausse à 5% soit de résilier la partie du marché concernée sans que le titulaire, en dérogation aux dispositions de l'article 38 du CCAG/FCS, puisse prétendre à indemnité.

11- 5 TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

ARTICLE 12 –AVANCE ET ACOMPTES

12- 1 Avance

Sauf renonciation du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance de **5% ou 10%** pour les PME est versée dans les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-10 du code de la commande publique si le montant hors taxes du marché est supérieur ou égal à 50 000 euros € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions des articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique.

12- 2 Acomptes

Il ne sera versé aucun acompte au titre du présent marché.

ARTICLE 13 – MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB original fourni avec l'acte d'engagement.

L'ordonnateur de la dépense est la Présidente de Sorbonne Université.

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable de Sorbonne Université.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues par le CCAG/FCS.

Le règlement sera effectué sur présentation d'une facture établie au regard des prestations stipulées dans le marché, qui sont achevées et constatées par Sorbonne Université. Ne doivent figurer sur la facture que les fournitures ou services relevant du présent marché. Toute autre fourniture ou service commandé qui ne serait pas prévu dans le marché doit faire l'objet d'une facturation séparée.

13- 1 Présentation des factures électroniques

L'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique fixe les modalités techniques de transmission des factures sous forme dématérialisée et de mise à disposition des informations relatives au traitement des factures au travers de la solution mutualisée dénommée Chorus Pro.

La transmission des factures sous forme dématérialisée par le titulaire, l'émetteur, s'effectue selon l'un des trois modes suivants, au choix de l'émetteur :

- 1) Un mode « flux » correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information de l'émetteur ou de son tiers de télétransmission et Chorus Pro ;
- 2) Un mode « portail », nécessitant de la part de l'émetteur :
 - a) Soit la saisie manuelle des éléments de facturation ;
 - b) Soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé dans les conditions prévues à l'article 5 de l'arrêté ;
- 3) Un mode « service », nécessitant de la part de l'émetteur l'implémentation dans son système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures transmises doivent obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1) La date d'émission de la facture ;
- 2) La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3) Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4) Le numéro du bon de commande et le numéro du marché ;
- 5) La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 6) La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 7) Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 8) Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 9) Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 10) Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Il est précisé que Sorbonne Université ne demande pas de code service.

En cas d'erreur sur la facture, l'acheteur la complètera éventuellement en faisant apparaître les pénalités, prévues à l'article 13 du présent CCAP, précomptées sur les sommes dues au titulaire. Le montant de la somme à régler au titulaire lui sera notifié si la facture a été modifiée ou complétée. Passé un délai de 15 jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

Toute facturation ne respectant pas les prescriptions ci-dessus retournera au titulaire du marché pour réédition conforme.

13- 2 Délais de paiement

Conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, les factures seront payées dans un délai global de paiement de 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture par l'acheteur.

Le paiement intervient après service fait. Si la demande de paiement intervient avant le service fait, c'est la date de réalisation des prestations qui fait foi.

13- 3 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus par les dispositions de l'article R2192-10 du code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points

Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € s'ajoute aux intérêts moratoires.

ARTICLE 14 – PRISE EN COMPTE DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Le respect des principes du développement durable est une condition d'exécution de ce marché. Le titulaire fait ses meilleurs efforts pour réduire l'impact écologique des prestations fournies au titre du présent marché, notamment :

- en traitant les déchets prestations et au transport, pour en réduire les impacts écologiques négatifs ;
- en proposant des matériels économes en énergie ;
- en proposant des matériels constitués de matériaux recyclés ou recyclables ;
- en proposant des moyens de transport respectueux de l'environnement.

ARTICLE 15 – OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents et les informations qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues dans le marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

ARTICLE 16 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie au marché s'engage à respecter toute disposition résultant :

- De la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- Du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil, du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), à compter du 25 mai 2018.

Le titulaire s'engage à ne divulguer aucune information dont il pourrait avoir eu connaissance durant l'exécution du marché.

La constitution d'une base de données comportant des données à caractère personnel et données administratives des usagers peut être rendue nécessaire par l'exécution des prestations figurant au présent marché.

Ces données sont confidentielles et sont collectées, traitées et hébergées sur le territoire français métropolitain ou le territoire d'un État membre de l'Union européenne, ou le cas échéant, dans tout État permettant d'assurer un niveau adéquat de protection desdites données.

Notamment, le titulaire garantit le respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel, notamment en matière de flux transfrontières hors de l'Union européenne. Le cas échéant, la production de pièces justificatives peut être exigée par Sorbonne Université.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre toute mesure technique et organisationnelle appropriée pour protéger les données à caractère personnel, en prenant en compte l'état des connaissances, les coûts de mise en œuvre et la nature, portée, contexte et les finalités du traitement ainsi que les risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, pour les droits et libertés des personnes physiques, afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque.

Le cas échéant, le titulaire du marché s'engage à respecter les droits des personnes concernées par les données à caractère personnel traitées (droit à l'information, droit d'accès, droit d'opposition, droit de rectification, droit à la portabilité, droit à l'effacement, droit de réclamation, droit de recours devant une autorité).

Le titulaire s'engage à notifier à Sorbonne Université, dans les 48 heures après en avoir pris connaissance, toute violation de donnée à caractère personnel, soit toute violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.

Sorbonne université se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect de ses obligations par le prestataire au titre du présent article.

ARTICLE 17 – EXECUTION ADMINISTRATIVE DU CONTRAT

Tous les échanges liés à l'exécution administrative du contrat seront effectués prioritairement via le profil d'acheteur de Sorbonne Université (PLACE).

Toute modification du marché fera l'objet de la passation d'un avenant.

ARTICLE 18 – RESILIATION

Le présent contrat peut être résilié de plein droit par l'acheteur en cas d'inexécution par le titulaire d'une ou plusieurs des obligations contenues dans les diverses clauses. Cette résiliation ne devient

effective qu'après l'envoi par l'acheteur d'un courrier via son profil acheteur (PLACE) exposant les motifs de la plainte, à moins que dans le délai indiqué le titulaire défaillant n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par l'acheteur du fait de la résiliation anticipée du contrat.

Le contrat est résilié de plein droit dans le cas où le titulaire fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, après mise en demeure adressée à l'administrateur, sous réserve des dispositions de l'article L.622-13 du code de commerce.

Le présent contrat est également résilié de plein droit en cas de cession d'activité, dissolution ou liquidation amiable du titulaire.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, dans le cas d'une résiliation du marché pour motif d'intérêt général, Sorbonne Université se réserve le droit de résilier unilatéralement et à tout moment le présent marché.

A ce titre, le titulaire ne pourra prétendre qu'à une indemnisation proportionnelle au montant des prestations restant à exécuter pour la période allant de la résiliation du contrat à la date initialement convenue de cessation des prestations. Les dépenses afférentes au manque à gagner et autres frais (frais généraux, ...) ne seront pas portées au décompte de résiliation.

ARTICLE 19 – DIFFERENDS - LITIGES

Le présent contrat est soumis à la loi française. Il en est ainsi pour les règles de fond comme pour les règles de forme.

Dans tous les cas, pour les différends qui pourraient naître à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de ce contrat, les parties s'efforceront de s'entendre à l'amiable.

A défaut d'accord le litige sera confié à la juridiction compétente, le Tribunal Administratif de Paris.

ARTICLE 20 – ASSURANCES

Le titulaire du marché doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion des prestations objet du marché.

Il devra, dans un délai de 15 jours à compter de la notification et avant tout commencement d'exécution du présent marché, délivrer un certificat d'assurances au titre de la responsabilité civile. Le Titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toute modification afférente à son assurance, notamment la résiliation ou le changement de compagnie.

Le titulaire est tenu, pendant toute la durée d'exécution du marché, de présenter une fois par an son attestation d'assurances à l'acheteur.

ARTICLE 21 – REGLEMENTATION EN VIGUEUR, DROIT, LANGUE ET MONNAIE

Le titulaire est tenu de respecter l'intégralité de la réglementation applicable aux produits ou services objets du présent marché, de mettre en œuvre et de se conformer à l'ensemble des dispositions en vigueur ainsi qu'à toutes les évolutions de ladite réglementation.

Il ne saurait se prévaloir de l'absence de référence dans les pièces du marché public à un texte réglementaire, législatif ou à des normes pour prétendre s'y soustraire.

Toute modification, en cours de marché, de la réglementation, de la législation, ou des normes s'applique à compter de sa date d'effet.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Tous les documents, correspondances, factures doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix libellé en euros restera inchangé en cas de variation de change.

ARTICLE 22 – NORMES, LICENCES ET BREVETS

Le titulaire devra tenir compte de toutes les normes européennes en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

ARTICLE 23 – LOGO DE L'ACHETEUR

Le titulaire du marché ne pourra pas utiliser le logo de l'acheteur, sauf autorisation expresse de ce dernier.

ARTICLE 24 – CESSIION, NANTISSEMENT

Les créances résultant du marché peuvent faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement.

ARTICLE 25 – PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Sorbonne Université, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>.

A défaut, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 17 du présent CCAP.

ARTICLE 26 – CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire du marché doit informer Sorbonne Université – Direction des Achats – BC 611 – 4 place Jussieu – 75252 PARIS cedex 05, de tout changement concernant notamment :

- Sa raison sociale (nouveau nom ou statut de l'entreprise) : un extrait de Kbis du registre du commerce et l'extrait des Annonces Légales Juridiques traduisant ce changement devront alors être adressés.
- Son compte de règlement : le titulaire adressera un mail précisant qu'il veut être payé à un nouveau compte que celui indiqué sur le marché et joindra le nouveau RIB.
- Le destinataire du paiement : le titulaire adressera un mail explicatif de ce changement avec un relevé de compte du nouveau destinataire.

Ces changements doivent être signalés impérativement à Sorbonne Université avant toutes nouvelles facturations. Le paiement des factures sera suspendu tant que Sorbonne Université ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la signature d'un avenant éventuel.

ARTICLE 27 – DEROGATIONS AU CCAG/FCS

L'article 9 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG/FCS.

L'article 11.4 du présent CCAP déroge à l'article 38 du CCAG/FCS.

L'article 18 du présent CCAP déroge à l'article 42 du CCAG/FCS.

Fait à....., le

En un exemplaire original

Signature et cachet du TITULAIRE